

① **MABIALA Mantuba-Ngoma,**
Pamphile (sous la direction),

Le Processus de décentralisation en RDC,

Présentation par le Pr Jacob SABAKINU Kivilu

Kinshasa, Publication de la Fondation

Konrad Adenauer, 2009, 169 pages,

Les discours et les pratiques relatifs à la décentralisation font partie des expériences historiques et politiques de la RD Congo depuis son accession à l'indépendance. En effet, la confrontation des idéologies prônant l'Etat unitaire et l'Etat fédéral ont été au centre, d'une part, des jeux et des enjeux politiques majeurs, et d'autre part, de la production formelle des conflits armés de toutes sortes : rébellions, sécessions et guerres de libération. Il en a résulté des projets de société antagonistes qui, tout au long de leurs tentatives d'imposition, ont bloqué les perspectives de développement de notre pays, devenu un espace où la pauvreté et la misère constituent le quotidien de la population.

Cependant, face à tous ces défis, et en réponse aux exigences nationales et internationales, la RD Congo s'est engagée dans un processus de construction d'une démocratie susceptible de respecter les droits de l'homme, de promouvoir la paix et la bonne gouvernance, de consolider l'indépendance et l'unité nationales, et « de créer des centres d'impulsion de développement » à partir des communautés de base. Dans cette perspective, la Constitution du 18 février 2006 a opté pour la décentralisation comme mode de gestion politique, administrative et économique de la RD Congo.

Le Processus de Décentralisation en République Démocratique du Congo, ouvrage publié à Kinshasa, aux Editions de la Fondation Konrad Adenauer, et que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui, a été préparé sous la direction de l'historien Mabilia Mantuba-Ngoma Pamphile, professeur ordinaire à l'Université de Kinshasa. Cet ouvrage aborde une question d'actualité de grande importance compte tenu des défis et des contraintes majeurs auxquels ce projet politique doit répondre.

Cette expérience politique nous est présentée, dans cet ouvrage collectif, comme un *processus*, c'est-à-dire, comme une dynamique des actions en cours, des actions en pleine construction, des actions inachevées, et dont la réalisation progressive s'enrichit des

expériences des autres, de celles du passé récent de la RD Congo et des contraintes qu'impose le fonctionnement global et particulier des institutions étatiques et privées.

L'ouvrage repose sur quatre contributions essentielles et significatives qui se recoupent assez judicieusement.

Mabilia Mantuba-Ngoma analyse, dans les deux premiers chapitres, *Les fondements et Le processus actuel de décentralisation* : il présente les notions relatives aux neuf principes qui constituent le fondement de la décentralisation, ses catégories selon les formes de l'Etat, ses avantages et ses inconvénients, comme il développe les modalités concrètes de gestion de cette option politique telles qu'elles sont régies par la Constitution, les lois et les textes réglementaires.

Le juriste Jean-Michel Kumbu ki Ngimbi, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, s'appesantit sur l'étude du *Cadre légal de la décentralisation*. Son attention porte sur l'examen du contenu de deux lois organiques relatives à la Conférence des gouverneurs et les Entités territoriales décentralisées et celle ordinaire concernant les Principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces et la conformité des dispositions de ces lois à l'esprit et à la lettre de la Constitution.

Le politologue Bob Kabamba de l'Université de Liège, quant à lui, s'efforce de clarifier, dans ses réflexions sur *Le régionalisme congolais*, non seulement les rapports entre l'Etat central et les provinces, en ce qui concerne les compétences, mais également la gestion de leurs rapports avec les Entités territoriales décentralisées et les mécanismes de contrôle et de tutelle.

L'ouvrage s'achève par des annexes, d'une soixantaine de pages, permettant au lecteur de disposer des lois essentielles de référence sur la décentralisation.

Ecrit dans un langage clair et simple, ce livre, qui est d'une lecture agréable, constitue un véritable vade-mecum d'information et de formation politiques à l'intention des acteurs politiques, économiques et sociaux ainsi que des fonctionnaires.

L'ensemble de ces contributions montre en général que le processus de décentralisation mis en place par la Constitution du 18 février 2006 rencontrera plusieurs défis, notamment la

volonté politique du pouvoir central, le respect de l'autonomie des Entités territoriales décentralisées, la participation de la population, la capacité de gestion rationnelle des conflits, la capacité de mobilisation et de gestion orthodoxe des ressources, la capacité de promotion du développement local et la sauvegarde de l'unité nationale.

Mabiala Mantuba-Ngoma n'affirme-t-il pas dans cet ouvrage que « ... la décentralisation a besoin de citoyens qui refusent de croire en la toute puissance de l'État central ? Le transfert des compétences du sommet vers la base ne doit pas être considéré comme un obstacle, mais plutôt comme une chance permettant aux dirigeants de prendre des décisions concernant la solution des problèmes immédiats des citoyens. La décentralisation, pour qu'elle réussisse, doit être considérée comme un instrument de lutte contre les dangers possibles de concentration du pouvoir entre les mains d'un individu ou d'une institution politique unique. Pour acquérir la culture de la décentralisation et les performances nécessaires à sa gestion, on a besoin d'une éducation permanente des cadres administratifs et des citoyens en général ».

C'est ainsi que le professeur Mabiala écrit que « le plus grand ennemi de la décentralisation est le manque de volonté politique du pouvoir central de voir la décentralisation être effectivement mise en œuvre... »

Pour conclure cette présentation, nous voulons tout simplement dire que la décentralisation est un élément constitutif du projet de société tel qu'il est inscrit dans la Constitution. Il faut éviter, par conséquent, d'en faire « une véritable escroquerie politique », et de simples illusions, lesquelles, à coup sûr, démobiliseraient la population.

Car, «...il n'y a pas de décentralisation sans transfert des compétences et des ressources y relatives », et il n'y a pas de décentralisation sans plan stratégique global et sectoriel du développement de la RD Congo.

L'ouvrage sur le Processus de décentralisation en RDC a le mérite de formuler les bases des réflexions concernant l'application des lois qui régissent la gestion politique et administrative de notre pays.

Noël OBOTELA Rashidi

② Isidore NDAYWEL è Nziem, *Nouvelle histoire du Congo. Des Origines à la République Démocratique du Congo.*

Préface de Elikia M'Bokolo. Avant-Propos de Guido Gryseels, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale - Bruxelles, Le Cri - Kinshasa, Afrique Editions, 744 pages.

L'Histoire du Zaïre, publiée en 1997 par le Professeur Ndaywel fut immédiatement un succès. Une version retravaillée parut l'année suivante sous le titre d'Histoire générale du Congo. Ces deux volumes avaient 918 et 955 pages. La Nouvelle histoire du Congo présentée ici est une version légèrement abrégée. Elle a le mérite de prolonger jusqu'aux élections de 2006 une étude qui s'arrêtait dans les éditions précédentes à la fin de la Conférence Nationale Souveraine. Son originalité est surtout le souci pédagogique de proposer un texte qui puisse se lire aussi aisément que possible et de fournir simultanément une documentation riche et abondante : textes de base, encadrés, illustrations, cartes et témoignages éclairants. L'entreprise est à nos yeux une réussite.

Ces succès de l'auteur s'enracinent, comme il le dit lui-même, dans de nombreux travaux qui éclairent progressivement l'histoire du Congo et de l'Afrique. Il nous semble utile en cette année du cinquantenaire de l'indépendance d'en souligner un élément essentiel d'unité. En 1970, à l'initiative des Professeurs Jan Vansina et Jean-Luc Vellut qui s'étaient rencontrés à l'Université Lovanium, la Fondation Rockefeller des Etats-Unis a initié le projet de doter le Congo d'une école historique de niveau international. Le Professeur Jan Vansina vint lui-même enseigner à l'Université Lovanium en 1970-1971 et la Fondation Rockefeller soutint pendant les années 1970 et 1980 le jeune Département d'histoire de l'Université Nationale du Zaïre, à Lubumbashi. Elle lui procura ou lui permit d'acquérir les ouvrages et les instruments de travail les plus importants pour ses activités. Elle finança des recherches de terrain en vue de doctorats et des séjours de perfectionnement à l'étranger. Elle veilla à ce que ces travaux couvrent progressivement les divers domaines de la recherche historique et des régions du pays. Ayant alors été chef du Département d'histoire,

puis Doyen de la Faculté des Lettres, je puis attester que ce soutien a été d'une efficacité et d'une fidélité exemplaires, avec la seule préoccupation de former des historiens congolais de grande compétence.

Le Professeur Ndaywel était déjà docteur quand il est arrivé à la Faculté des Lettres en 1973. Il y a aisément pris sa place et a contribué à son dynamisme. Mais, il a aussi bénéficié de l'excellent travail qui se faisait au Département d'Histoire. C'est, croyons-nous, un des fondements de la richesse de ses travaux. Ceux-ci n'en sont pas moins tout entiers à son mérite. C'est lui qui a dosé, selon sa vision, la place réservée aux différentes périodes de l'histoire et à ses dimensions économique, politique, culturelle et sociale. C'est sa vaste culture qui lui a permis d'ouvrir de larges aperçus dans les domaines des soubassements géographiques, du peuplement, de la linguistique, etc. Sa Nouvelle histoire du Congo aidera à son tour les lecteurs à s'approprier le large effort patiemment poursuivi pour rendre à la République Démocratique du Congo la maîtrise de son histoire.

Léon de SAINT MOULIN, S.J.

- ③ **Gauthier de VILLERS, République Démocratique du Congo. De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008), Cahiers Africains n° 75, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale - Paris, Editions L'Harmattan, 2009, 480 pages.**

Ce volume est « le quatrième d'une série consacrée à l'histoire politique du Congo-Zaïre depuis l'ouverture en avril 1990 d'une époque de transition ... Il porte sur les deux dernières périodes de cette transition : celle qui va de l'accession à la présidence de Joseph Kabila en janvier 2001 à la conclusion en décembre 2002 d'un accord de partage du pouvoir avec les leaders 'rebelle', et celle qui conduit aux élections de la fin 2006. Un dernier chapitre traite des débuts de la Troisième République ». L'auteur précise en outre le genre littéraire de son texte : il s'agit d'une histoire événementielle et d'une histoire politique. Son

projet est de fournir un instrument de travail « pour les chercheurs qui reviendront avec plus de recul sur les événements et les phénomènes analysés ». Mais, il a aussi voulu faire œuvre d'histoire, s'efforcer de comprendre « l'intrigue » des événements qu'il relate.

Le matériau le plus exploité est la presse et les rapports de groupes variés. Le dépouillement patient et systématique de cette source donne à ce volume comme aux précédents une richesse documentaire précieuse, d'autant plus que la vision de la trame politique de l'histoire qui le sous-tend est très large. Peu de chercheurs peuvent disposer du temps et des instruments de travail requis pour de tels dépouillements. Les Cahiers Africains font œuvre très utile en publiant ces chroniques mêlées d'analyses et de portraits. Mais, ce qui fait la force du volume en définit aussi les limites : ce qui n'a pas fait l'actualité risque d'y passer inaperçu, les régions sans problème sont celles dont l'histoire est la moins documentée. On chercherait en vain un sous-titre du genre « Les silences des Conseils des Ministres ».

La vision de l'histoire politique n'est nullement limitée à l'interaction des grands hommes politiques, ni même des partis. Des analyses sont menées avec finesse sur les enjeux économiques et sur une variété de forces sociales dont les observateurs ont mentionné des interventions. Mais, les populations congolaises ne sont pas les mieux éclairées par la documentation rassemblée. Peu d'intuitions profondes sont suggérées sur les identités congolaises, sur ce qui a façonné la force de la conscience nationale qui a résisté aux tentatives répétées de balkanisation du pays. L'exaspération populaire du 3 juin 2004 après la prise de Bukavu par les rebelles n'est mentionnée qu'à travers les réactions des étrangers et sans date précise.

L'ampleur des informations rassemblées n'en est pas moins une mine précieuse et plus ou moins inégale. Gauthier de Villers a démontré une fois de plus qu'il est un chercheur consciencieux et honnête. Nous l'en remercions.

Léon de SAINT MOULIN, S.J.